



# Civil Society Dialogue Network

La mise en œuvre du cadre stratégique de l'UE pour soutenir la réforme du secteur de la sécurité : Perspectives de la société civile

Juin 2023

## Civil Society Dialogue Network

### Rapport de réunion

#### La mise en œuvre du cadre stratégique de l'UE pour soutenir la réforme du secteur de la sécurité : Perspectives de la société civile

Mercredi 14 juin, Bruxelles, Belgique

Ce document a été réalisé dans le cadre du Civil Society Dialogue Network (CSDN). Son contenu relève de la seule responsabilité du European Peacebuilding Liaison Office (l'EPLO) et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position de l'Union européenne (UE). Les points de vue exprimés dans ce document sont ceux des auteurs et ne représentent pas nécessairement la politique ou l'opinion de l'EPLO ou des organisations membres de l'EPLO.

### Civil Society Dialogue Network

Le CSDN est un mécanisme permettant le dialogue entre la société civile et les responsables politiques de l'UE sur des questions de paix et de conflit. Il est cofinancé par l'Union européenne (instrument contribuant à la stabilité et à la paix). Il est géré par l'EPLO, un réseau de la société civile, en collaboration avec la CE et le SEAE. La quatrième phase du CSDN a commencé en 2020 et durera jusqu'en 2023. Pour de plus amples informations, veuillez consulter le site Internet d'EPLO.

Les documents d'information du CSDN visent à stimuler les discussions organisées lors d'événements du CSDN (principalement des réunions) en fournissant aux participants des informations supplémentaires sur le ou les sujets à examiner.



Ce document a été réalisé avec l'aide financière de l'UE. Le contenu de ce document relève de la seule responsabilité de l'EPLO et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position de l'UE.

© EPLO 2023

La reproduction et l'utilisation de ce document sont autorisées. Lorsque vous utilisez ce document, veuillez en informer l'EPLO et mentionner votre source.

### La mise en œuvre du cadre stratégique de l'UE pour soutenir la réforme du secteur de la sécurité : Perspectives de la société civile

Mercredi 14 juin, Bruxelles, Belgique

Cette réunion avait pour objectif global d'échanger avec la société civile et de recueillir ses idées et recommandations en vue de renforcer le soutien de l'UE à la réforme du secteur de la sécurité et d'améliorer ainsi la sécurité humaine. La réunion a apporté des contributions au processus d'examen global interne du cadre stratégique de l'UE visant à soutenir la réforme du secteur de la sécurité (le cadre stratégique).

Le cadre stratégique place la sécurité humaine au cœur de l'approche européenne, en soulignant que « le premier objectif d'un système de sécurité national doit être d'assurer la sécurité des personnes, telle que perçue et ressentie par ces dernières ». Il met également l'accent sur la participation et la coopération de divers acteurs de la société civile (notamment pour l'élaboration et le suivi des politiques et des activités en matière de sécurité et de justice, ou encore pour améliorer la redevabilité, la durabilité et l'appropriation nationale). Sept ans après la mise en œuvre de ce cadre stratégique, l'UE, qui est l'une des principales sources de financement à l'appui du secteur de la sécurité dans les pays partenaires, reste toujours aussi déterminée à tirer des enseignements et à renforcer l'efficacité de son aide. L'Union travaille avec une multitude d'acteurs étatiques et non étatiques.

Le soutien et l'engagement auprès des organisations de la société civile (OSC) des pays partenaires sont fondamentaux pour assurer la sécurité humaine, qui est un pilier du cadre stratégique. La réunion a rassemblé 32 participant-es, dont 14 expert-es de la société civile et 8 fonctionnaires du Service européen pour l'action extérieure (SEAE) et de la Commission européenne (CE). Les discussions se sont déroulées conformément à la règle de Chatham House.

Il n'y a eu aucune tentative de parvenir à un consensus au cours de la réunion ou par le biais de ce rapport, lequel présente les points clés et les recommandations formulées par les participants issus de la société civile.

Ces dernières ne peuvent être attribuées à aucune personne ou organisation participante et ne représentent pas nécessairement les vues de tous les participants à la réunion, du European Peacebuilding Liaison Office (EPLO) et de ses organisations membres, ou des institutions de l'UE.

Les discussions ont permis de dégager les recommandations et points clés suivants :

### 1. État des lieux : Tendances et défis posés par le soutien de l'UE à la réforme du secteur de la sécurité

L'UE, en pleine conformité avec le cadre stratégique, s'est engagée à soutenir la réforme du secteur de la sécurité dans un certain nombre de pays, y compris dans les quatre pays qui font l'objet des études de cas citées dans le présent document (la Géorgie, l'Irak, le Niger et le Mali<sup>1</sup>), bien que les méthodes de travail diffèrent selon le contexte. Le cadre stratégique de l'UE vise à aider les acteurs et actrices de la sécurité à être plus efficaces et responsables afin de fournir de meilleurs services à la population.

Les principales tendances et défis abordés lors de la réunion étaient notamment les suivants :

- L'UE continue de travailler principalement avec les gouvernements sur la réforme du secteur de la sécurité, et la **concurrence géopolitique** accrue a encore renforcé l'accent mis sur les approches centrées sur l'État. Dans de nombreux pays partenaires, **l'espace politique et civique se resserre**.
- Il existe des **modèles concurrents de soutien à la sécurité**, et les populations des pays partenaires sont impactées par cette concurrence. De nombreux pays partenaires de l'UE ne comptent plus uniquement sur l'UE pour soutenir le secteur de la sécurité, mais ont recours à des sociétés militaires privées ainsi qu'à d'autres entités qui soutiennent les régimes au lieu de protéger les droits des populations.
- **Souvent, les populations de certains pays partenaires de l'UE ne sont pas bien informées des efforts de l'UE**, et un sentiment d'insécurité persiste dans certains contextes. Les campagnes de désinformation sont monnaie courante dans de tels contextes, et la combinaison de ces facteurs peut conduire à une atmosphère de suspicion envers l'UE ainsi que d'autres organismes occidentaux qui travaillent avec les forces de sécurité et de défense de l'État concerné.

---

<sup>1</sup> Les spécialistes de la société civile du Mali n'ont assisté qu'à une partie de la réunion (en ligne) en raison de retards de traitement des visas. Par conséquent, certaines sections de ce rapport ne traitent pas du Mali.

- **Un nombre croissant d'interventions relatives à la réforme du secteur de la sécurité sont menées dans des situations de conflit.** Les contextes de conflit ne sont pas propices à la réforme, et le fait de travailler dans des contextes de conflit peut conduire à des **interventions de sécurité à court terme**, moins axées sur la redevabilité du gouvernement et les droits humains.
- **Souvent, les entités publiques en charge de la sécurité ne considèrent pas les acteurs et actrices de la société civile comme étant responsables de la surveillance et du contrôle** de la conduite des forces de sécurité, et il peut être risqué pour ces derniers de s'engager dans de tels rôles.
- La corruption gouvernementale et la gouvernance exclusive sont les principaux moteurs de l'insécurité, et **la gouvernance devrait être au premier plan des efforts de l'UE en matière de réforme du secteur de la sécurité.**

### Géorgie

- Il a été noté qu'au niveau politique **toute appropriation est impossible si le soutien de l'UE ne correspond pas à la demande.** La « réforme » elle-même exige que les États subissent des changements continus et peut donc susciter une résistance : dans le contexte géorgien, le soutien à la « gouvernance » pourrait être un terme plus approprié. Selon un participant, la Géorgie a suivi avec succès toutes les étapes clés de la gouvernance, tous les instruments nécessaires étant désormais en place dans le pays. L'UE devrait établir clairement les prochaines étapes à suivre.
- Il est devenu plus difficile pour la société civile d'interpeller les entités décideuses et de participer à la prise de décision dans le pays, car une partie de la nouvelle génération d'hommes et de femmes politiques et de fonctionnaires n'a encore jamais collaboré avec les OSC. La **polarisation de l'environnement politique** rend plus difficile l'engagement d'un dialogue.
- **La société civile joue un rôle important dans le suivi de la situation des droits humains dans le pays** et elle a porté, par exemple, des affaires devant la Cour européenne des droits de l'homme.

### Irak

- Il 'y a une absence de monopole gouvernemental sur la violence, et les armes finissent souvent entre les mains de milices ou de groupes armés contrôlés par des partis politiques. Au Kurdistan, la division des forces peshmergas entre les différents partis politiques et l'influence des armes sur le renforcement de partis spécifiques au détriment d'une armée unifiée représente une tendance significative. **L'absence de corps militaires unifiés et la présence de relations partisans au sein du secteur de la sécurité** constituent le principal défi en Irak et au Kurdistan. L'armement des milices au détriment d'un renforcement des forces contrôlées par le gouvernement représente également un problème important. Dans ces contextes, **les défis liés à la gouvernance, à la corruption et aux ressources limitées sont susceptibles d'avoir un impact sur les efforts déployés en matière de réforme du secteur de la sécurité.**
- Si le cadre normatif des droits humains est correct, la mise en œuvre de ses engagements ne constitue pas une priorité pour le gouvernement.

### Niger

- La **constitution** nigériane stipule que la sécurité est l'affaire de l'ensemble des citoyens et des citoyennes, ce qui a incité les OSC à créer des comités dans le but de travailler avec la population et les acteurs locaux sur la question de la sécurité humaine dans toutes les régions.
- Alors que le gouvernement reçoit des financements par le biais de partenariats internationaux, le niveau de **corruption** reste élevé. Le secteur de la sécurité et de la défense représente une grande partie du budget national, mais il a été noté qu'il n'existe aucun contrôle budgétaire approprié et que le principe du « secret-défense » a servi de prétexte pour éviter toute divulgation d'informations.
- La police nigérienne est peu formée, et un grand nombre de ses officiers sont analphabètes. La police ne dispose pas de ressources suffisantes pour mener des enquêtes, ce qui signifie que les affaires **ne sont pas portées devant la justice**. En outre, aucune obligation de rendre compte à la population n'est en place. Au contraire, la police est perçue comme étant imprévisible, et la population lui fait peu confiance.

- Il existe une barrière entre les forces de sécurité et les communautés. Dans certaines régions, les groupes armés non étatiques sont mieux acceptés que l'État lui-même.
- La population ne sait pas ce que fait l'UE dans le pays, et **le manque de communication a généré de la méfiance et des difficultés pour l'UE et les pays occidentaux qui coopèrent avec le gouvernement et l'armée du Niger**. Des citoyens et des citoyennes ont été mobilisés via les réseaux sociaux afin de faire campagne pour la fermeture des bases militaires étrangères.

## 2. Enseignements tirés du soutien de l'UE à la réforme du secteur de la sécurité et rôles des acteurs et des actrices de la société civile en tant que partenaires de l'UE

Les principales observations concernant le soutien de l'UE aux acteurs et aux actrices de la société civile dans le cadre de la mise en œuvre du cadre stratégique sont notamment les suivantes :

- La mobilisation **de la société civile** est une exigence pertinente, mais son application concrète s'avère toutefois souvent insuffisante. Elle est perçue comme du simple « remplissage de formulaire » **sans impact réel lors de la mise en œuvre**.
- Les interventions au titre de la réforme du secteur de la sécurité devraient être basées sur les besoins exprimés par les populations et sur leurs perceptions de la sécurité. Ces interventions devraient être **sensibles aux conflits et aux questions de genre** afin de contribuer positivement au contrat social et à la transformation des conflits.
- **Un large éventail de la société civile devrait être engagé dans l'analyse des conflits de l'UE**, mais de nombreux acteurs et actrices de la société civile déclarent n'avoir aucune connaissance de ces analyses menées dans leurs contextes. Il est donc **difficile de savoir comment et avec qui ces analyses sont effectuées**.

- Les approches spécifiques au contexte et personnalisées de l'UE rencontrent des limites lorsqu'elles se heurtent à une forte opposition, par exemple, à l'égard des **droits des femmes** ou des lesbiennes, gays, bisexuels, trans et de genre divers, intersexués, queer et en questionnement (**LGBTIQ+**).

### Géorgie

- Il a été noté que la mission civile d'observation de l'UE (EUMM) n'est pas en mesure d'accéder à l'Abkhazie et à la région d'Ossétie du Sud/Tskhinvali, ni d'aider leurs populations car la Russie en bloque l'accès et limite ainsi le mandat de la mission.<sup>2</sup>

- L'un des défis rencontrés en Géorgie concerne **l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes**. Selon une étude de recherche sur les indicateurs de paix au quotidien (menée avant la guerre d'agression russe en Ukraine), la sécurité humaine représente l'un des sujets les plus pertinents pour les personnes vivant dans une zone de conflit prolongé. Cependant, **les structures de gouvernance locales échouent souvent à aborder cette dimension, à savoir la sécurité quotidienne des personnes**. L'UE pourrait soutenir la mise en place d'un lien entre ces données et le processus décisionnel du secteur de la sécurité.

- Les groupes affectés par des conflits et les personnes déplacées à l'intérieur de leur pays (PDI) sont les groupes les plus vulnérables. **La réalisation d'une évaluation régulière et complète des besoins** aiderait à répondre à leurs besoins.
- Un projet de recherche axé sur **les droits humains et la conscription** a été jugé utile afin de mieux comprendre la situation des recrues. Il a également permis d'amorcer un processus de sensibilisation aux droits humains du point de vue du gouvernement.

- L'UE pourrait élargir son interaction avec la société civile par le biais de réseaux et de coalitions nationaux. Toute OSC travaillant par exemple sur des questions relatives aux droits humains et autres questions similaires aura des liens avec les acteurs de la sécurité dans le pays. Les OSC gagneraient à ce que l'UE leur accorde **plus de valeur et de poids, tout en soutenant un processus de dialogue national inclusif dans un contexte polarisé où l'engagement de la société civile à un niveau formel a diminué**.

---

<sup>2</sup> Un participant a noté qu'au lieu des termes « Lignes frontalières administratives » et « Territoires sécessionnistes », des termes tels que « Territoires occupés » et « Lignes d'occupation » seraient plus appropriés.



- **L'UE devrait soutenir la mise en place** (du plus grand nombre possible) **de plateformes de dialogue** afin de discuter d'approches de la sécurité centrées sur les personnes.

- Les conflits locaux (ethniques, religieux, communautaires) sont gérés par les forces de sécurité et la police. Il est nécessaire d'adopter une approche différente afin de les résoudre, par le biais, par exemple, de médiations et d'actions au plus près de l'affaire en question (sécurité communautaire).

### Irak

- La mission de conseil de l'UE en Irak (EUAM Iraq) a invité les acteurs et les actrices concernés de la société civile à participer à des séances de discussion, indiquant ainsi une volonté d'impliquer les OSC dans le dialogue sur la réforme du secteur de la sécurité.

- La présence visuelle est importante, et **les États membres de l'UE ont fait preuve de volonté politique pour se rendre dans les zones difficiles d'accès** (à Sinjar, par exemple) afin d'afficher leur soutien aux communautés concernées. Cependant, le fait d'entrer dans ces communautés à bord de véhicules blindés et avec du personnel de sécurité armé envoie un signal négatif.

- Il a été noté que l'UE devrait exiger l'unification des corps militaires en Irak et au Kurdistan ainsi que la rupture des relations partisans au sein du secteur de la sécurité.

- **L'Irak est un pays qui sort d'un conflit.** Or, le soutien de l'UE s'est concentré sur les zones libérées de l'emprise de l'État islamique (EI). Dans tout le pays, **des anciens combattants souffrant de traumatismes liés à la guerre** ont réintégré leur domicile et se heurtent à des **problèmes de réintégration** au sein de leurs anciennes communautés.

- Les problèmes profondément enracinés dans les communautés ne seront probablement pas résolus avec une approche étroite, et **les appels à propositions de l'UE devraient adopter une approche systémique.**

- À titre d'exemple d'amélioration réussie de la sécurité, nous pouvons citer notamment **l'éducation à la paix** pour les fonctionnaires et les études universitaires sur la paix et le développement ; la création

de **partenariats avec les structures locales de gouvernance de la sécurité** sur des questions telles que la crise climatique et la violence basée sur le genre (VBG), et la création d'un code de conduite destiné au ministère de l'intérieur sur la lutte contre la VBG. Les OSC bénéficiant d'un financement international ont créé **des espaces et des processus sécurisés** afin de renforcer les capacités locales en matière de sécurité.

- **Toute interaction proactive avec les communautés en vue de résoudre leurs problèmes de sécurité** nécessite un engagement à long terme. Cependant, une fois cette mission accomplie avec succès, elle constitue un moyen rentable et durable de prévenir les conflits. Par exemple, la police communautaire formée a eu la possibilité de désamorcer un conflit sans recourir à la force. Cette démarche a par ailleurs un impact sur le renforcement de la confiance et peut créer un environnement de modèles collaboratifs. L'UE pourrait valoriser davantage les rôles des OSC dans le secteur de la sécurité :

- en fournissant un soutien et des ressources accrues afin de renforcer les capacités des OSC, en favorisant un environnement propice qui assure **la sécurité et la protection des OSC irakiennes**, et en leur permettant d'agir librement et sans crainte de représailles ;
- en **améliorant les mécanismes de coordination et de coopération entre l'UE, les OSC et les autres parties prenantes impliquées dans la réforme du secteur de la sécurité, afin de faciliter des partenariats et une collaboration significatifs** ;
- en **renforçant la confiance** afin de permettre aux populations de faire part de leurs besoins aux acteurs et aux actrices de la sécurité.

- Malgré un cadre normatif adéquat, les défenseurs et défenseuses des droits humains (DDH) sont confrontés à des intimidations et à des menaces juridiques. En outre, le gouvernement prévoit de suspendre les organisations non gouvernementales (ONG) ayant des programmes LGBTIQ+.

- Les DDH ont besoin de **protection** (par exemple : des abris) et l'UE devrait soutenir le suivi des recommandations des rapports sur les droits humains (rapports parallèles) qu'ils ont préparés. L'appropriation par les actrices et les acteurs locaux apporte des réponses organiques aux violations des droits humains, et les **campagnes menées sur les réseaux sociaux** sont parvenues à faire libérer des DDH arrêtés illégalement.

- La coopération de l'UE avec les forces de sécurité devrait se concentrer sur l'organisation de **formations sur les droits humains** et sur d'autres domaines pertinents.

- **Toute interaction avec des prestataires de sécurité et de justice non étatiques en Irak nécessite une évaluation minutieuse des opportunités et des risques.** Cela peut impliquer d'explorer des pistes de dialogue, d'encourager le respect des normes relatives aux droits humains, et d'assurer la redevabilité et la transparence de leurs activités.

### Mali

- Le 18 juin, un projet de constitution pour le Mali a été approuvé et, pour la première fois, **la société civile y est reconnue pour son rôle dans le cadre de la démocratie participative.** La constitution présente une section consacrée exclusivement aux communautés traditionnelles et locales ainsi qu'à leurs rôles dans la prévention des conflits et la gestion des crises. La législation malienne est avancée (notamment en matière d'inclusion des jeunes, des femmes et des personnes handicapées), mais elle se heurte à des problèmes liés à la mise en œuvre du cadre normatif.

- Sur le plan politique, la décentralisation permet de mieux répondre aux réalités locales. Pour travailler avec les autorités locales et **les former à appréhender la sécurité comme une réponse aux besoins des populations, l'appui de partenaires techniques et financiers est nécessaire.**

- Les institutions chargées de la gestion, du contrôle et de la supervision des activités dans le secteur de la sécurité sont en place, mais ont un rôle limité. C'est notamment le cas de l'Assemblée nationale et des OSC, qui **manque très souvent de capacités et de ressources** dans ce domaine. **Les capacités de ces institutions et de ces acteurs doivent être renforcées** afin de garantir leur efficacité et leur réactivité sur le terrain, notamment à travers des missions permanentes de suivi et d'inspection. **La redevabilité doit être assurée en ce qui concerne la gestion efficace et efficiente des investissements et du matériel, en mettant l'accent sur la lutte contre la corruption.**

- Après la crise de 2012 au Mali, une initiative a été lancée sur la stratégie nationale de réforme du secteur de la sécurité, et des **comités consultatifs sur la sécurité** ont été mis en place. Ces comités réunissent les forces de sécurité et les communautés afin de discuter des défis, d'identifier des solutions

et de suggérer des **initiatives de cohésion sociale**. Malheureusement, très peu de régions et de municipalités ont mis en place ces comités, ou bien ces derniers ne sont pas fonctionnels.

- Dans un cas régional réussi, des **dialogues communautaires** ont été mis en place afin d'évoquer et de comprendre le rôle que les communautés peuvent jouer dans la résolution des problèmes de sécurité. Les jeunes, les femmes et les forces de sécurité ont participé à ces dialogues. À la suite de ces dialogues, **des suggestions concrètes pour améliorer les priorités des communautés en matière de sécurité ont été présentées au ministère de la sécurité et à la commission de défense du gouvernement de transition. Il est important de former les populations aux questions de sécurité, de manière à ce qu'elles sachent quels mécanismes et quelles lois sont en place afin de répondre à leurs besoins.**
- **Relier entre eux les systèmes de justice traditionnels et formels (systèmes hybrides) :** A Gao, les chefs traditionnels ont mis en place des « collèges » dans lesquels ils évaluent les affaires opposant police et citoyens. Pour être efficaces, de tels mécanismes nécessitent un soutien logistique et un financement.

### Niger

- L'EUCAP Sahel Niger œuvre actuellement à créer des passerelles entre les populations militaire et civile. Un tel travail constitue un élément positif et devrait être renforcé. **Il est important que les forces de sécurité étrangères et nationales soient plus proches des populations et les comprennent mieux,** une telle démarche contribuerait également à rendre l'offre de l'UE plus attrayante.
- Il a été noté que le soutien aux forces de police mobiles pourrait constituer une réponse à la gestion d'une partie de l'insécurité dans les régions transfrontalières du Sahel.
- Il n'existe **aucun cadre formel de dialogue entre l'État et la société civile**, et les demandes internationales adressées au gouvernement en vue de mobiliser la société civile ont parfois été bloquées par le gouvernement.
- La corruption qui sévit dans le système de sécurité et de défense a des conséquences désastreuses : investir dans un système de sécurité corrompu est contre-productif.

- **Les acteurs et les actrices de la société civile peuvent jouer un rôle dans la promotion de la transparence et de la redevabilité et sont en mesure, par le biais de campagnes de plaidoyer, de pousser le gouvernement à prendre les mesures nécessaires afin de lutter contre la corruption.** Les OSC ont également un rôle important à jouer dans la formulation de recommandations pour lutter contre la corruption et dans le suivi de leur mise en œuvre. Les OSC possédant une expertise en matière de lutte contre la corruption ont également proposé une loi visant à lutter contre la corruption et à améliorer l'accès à l'information.
  
- **Les OSC se concentrent principalement sur les questions de développement et de moyens de subsistance, et peu d'entre elles traitent de sujets politiques tels que la sécurité.** Le manque de parties prenantes doit être pris en compte dans le cadre de la réforme du secteur de la sécurité, et des efforts doivent être déployés afin de renforcer les acteurs qui existent.
  - **La collaboration avec l'UE (et d'autres partenaires internationaux) est assez limitée pour les OSC locales,** qui ne disposent pas des capacités ou des ressources nécessaires afin d'accéder aux opportunités de financement, alors qu'elles sont bien placées pour apporter un changement au sein de leurs communautés.
  - **Le dialogue entre les forces de sécurité et les OSC** a permis d'accroître les échanges d'informations et de renforcer la confiance. Cependant, il existe des **limites à la durabilité des dialogues** : en cas de changement de gouvernement, une grande partie des travaux réalisés doit être relancée. Il y a un manque de communication entre les forces de sécurité, et leurs réponses ne sont pas souvent coordonnées.
  
- **Les chefs traditionnels et les anciens des communautés doivent être impliqués dans la prise de décision liée à la réforme du secteur de la sécurité.** Leur influence et leurs connaissances leur permettent de proposer des solutions pratiques aux problèmes de sécurité.
  - Dans certaines de ces vastes régions, il n'y a pas assez de forces de sécurité pour couvrir la totalité du terrain : **la coopération entre les forces de sécurité et les chefs traditionnels serait importante pour combler certaines de ces lacunes.** Toutefois, en raison d'un manque de confiance, cela n'est pas réalisé à plus grande échelle et ces

territoires sont ainsi laissés à la merci d'acteurs non étatiques violents. Une telle coopération peut commencer par de **petites initiatives locales qui peuvent être étendues grâce au partage des connaissances, et qui sont plus efficaces que la force militaire.**

- Localement, les populations ont recours aux chefs traditionnels comme première source de justice. Cependant, les chefs traditionnels n'ont aucun statut juridique devant un tribunal. Si les parties ne sont pas satisfaites de leur décision, elles peuvent recourir à des sources normatives de justice. Or, les mécanismes traditionnels ne prévoient pas l'utilisation de preuves ou de documents. Il serait utile de **comprendre comment soutenir les modèles de justice hybrides.**
- Les femmes ne sont pas seulement des victimes des conflits. Elles peuvent également être de précieuses sources d'informations, notamment dans les domaines de la prostitution et du trafic de drogue. Elles jouent également un rôle dans l'éducation, et ce sont souvent elles qui encouragent les hommes à rejoindre le combat.

### 3. La voie à suivre pour l'UE

Les principaux moyens pratiques permettant d'améliorer la sécurité humaine et les rôles de la société civile en tant que partenaires de l'UE dans le domaine de la réforme du secteur de la sécurité sont présentés ci-dessous.

- Les gouvernements partenaires de l'UE devraient adopter des lois et des règlements garantissant **la transparence et la redevabilité dans le secteur de la sécurité.**
- Un changement de mentalité est nécessaire pour parvenir à des approches centrées sur les personnes et à une prise en compte du genre dans le soutien à la réforme du secteur de la sécurité.
  - Le secteur de la sécurité n'est pas inclusif et **l'exigence d'être davantage inclusif devrait faire partie de la conditionnalité du soutien de l'UE aux pays partenaires.**

- L'UE devrait éviter toute **interaction descendante avec les institutions de sécurité** uniquement : les lois en elles-mêmes ne changent rien, et l'interaction avec les institutions formelles ne fait que générer de l'exclusion.
  - La définition de la sécurité dans l'action de l'UE devrait correspondre aux **perceptions des communautés** dans des domaines tels que l'éducation, la santé, la sécurité alimentaire ou les conflits intercommunautaires. **Les enquêtes de perception sont très utiles pour centrer davantage le soutien du secteur de la sécurité sur les personnes** : elles fourniront des informations plus détaillées et pourront être utilisées afin d'obtenir des réponses spécifiques à chaque contexte. Un tel changement d'approche inclut également une compréhension plus large de la répartition des rôles entre les organismes acteurs et fournisseurs de services de sécurité. L'UE pourrait utiliser les réseaux existants d'acteurs et d'actrices qui mènent déjà de telles enquêtes.
- Afin de lutter contre les campagnes de désinformation et d'améliorer les relations avec les populations, **l'UE devrait réfléchir à la manière d'améliorer sa communication et sa visibilité au sein des pays partenaires**. L'UE devrait mettre en place des **mécanismes de dialogue efficaces entre l'UE et les OSC**, en favorisant les canaux de communication ouverts et transparents.
  - Dans les pays partenaires, **l'UE devrait s'appuyer sur les activités, les réseaux et les travaux de recherche existants** afin d'obtenir une meilleure sensibilisation et d'assurer le développement d'approches sur mesure susceptibles d'être étendues. Par exemple, l'UE pourrait étendre **son action auprès des communautés** par le biais d'activités financées par certains États membres de l'UE.
  - L'UE doit veiller à ce que les OSC aient leur mot à dire lors des **processus de prise de décision** afin d'**influencer les politiques et les pratiques dans les initiatives de réforme du secteur de la sécurité**. Il a été noté que la participation des acteurs et des actrices de la société civile se limite souvent à des consultations au début et à la fin de la mise en œuvre des activités de l'UE.
- **L'UE devrait allouer des ressources afin de soutenir les efforts de renforcement des capacités des acteurs et des actrices de la société civile impliqués dans la réforme du secteur de la sécurité** ; et reconnaître et saluer la valeur de l'expertise et des

connaissances locales que les OSC peuvent apporter en recherchant activement leur contribution aux processus de prise de décision.

- **Les meilleures pratiques en matière d'amélioration de la sécurité communautaire consistent à donner aux individus et aux organisations de la société civile les moyens de faire valoir leurs propres besoins de sécurité et de fournir leurs propres solutions de sécurité.** L'accent devrait être mis sur l'identification d'actions et de stratégies concrètes susceptibles d'être mises en œuvre afin de relever les défis et d'optimiser l'impact de la coopération de l'UE avec la société civile dans le contexte de la réforme du secteur de la sécurité.
- **L'UE devrait soutenir la mise à disposition d'espaces sécurisés**, permettant aux acteurs et aux actrices de la société civile de participer activement aux discussions organisées sur la réforme du secteur de la sécurité, tout en veillant à ce que leurs points de vue soient entendus et valorisés à chaque étape.
- Il serait judicieux d'améliorer l'accès aux **opportunités de financement** pour les OSC, et de rationaliser les processus de demande de financement.

- L'utilisation d'**approches ascendantes pourrait améliorer l'appropriation et permettre à la société civile d'exercer son rôle de surveillance dans le secteur de la sécurité.** De telles approches devraient être engagées du début jusqu'à la fin. Ce type d'approche progressive et ascendante présente l'avantage d'être durable et indépendante du soutien de l'UE à long terme.

- Certains problèmes d'insécurité sont le fait d'importantes populations de jeunes, dont une grande partie est au chômage, ainsi que de leurs relations tendues avec les services de sécurité. **L'instauration de dialogues axés sur la sécurité communautaire et sur d'autres thèmes entre les autorités locales, les services de sécurité et les jeunes** (y compris les femmes) peuvent s'avérer utiles pour apaiser les tensions et instaurer la confiance.

- Les femmes doivent intégrer les structures dont elles sont traditionnellement exclues. L'autonomisation des femmes doit être basée sur la compréhension de leur contexte local, faute de quoi aucune intervention ne peut réussir. **Les besoins des femmes et les besoins de la communauté sont interdépendants** et ne doivent pas être traités de manière cloisonnée.



- Les interventions de sécurité doivent notamment être évaluées en fonction de leur **impact sur les questions de genre**. Les solutions pratiques permettant d'améliorer **l'intégration de la dimension de genre et l'inclusivité dans le soutien de l'UE à la réforme du secteur de la sécurité** sont notamment les suivantes : Élaborer des politiques et des directives sensibles au genre, fournir un soutien au renforcement des capacités des acteurs du secteur de la sécurité sur les questions liées au genre et impliquer divers acteurs, y compris les organisations de femmes et les groupes marginalisés, dans les processus de réforme du secteur de la sécurité.
- **Toute formation liée à la sécurité doit être dépendante du contexte et adaptée en fonction des besoins et de la demande**. Il convient de noter que l'utilisation d'indicateurs quantitatifs, tels que le nombre de personnes formées, ne constitue pas un moyen adéquat de mesurer les changements obtenus.
- L'UE devrait améliorer sa compréhension des **modèles hybrides d'administration de la justice** et trouver les moyens de les soutenir.
- Les pays en phase de conflit et de post-conflit sont violents avec les acteurs de la sécurité, qui leur rendent bien. Toute coopération avec l'UE devrait fournir des **alternatives non violentes** à ce problème. Les politiques pourraient inclure des termes tels que la « non-violence » et être humanisées.